

Repères

P.3

**CHÔMAGE ET EMPLOI
DANS LES TERRITOIRES
RURAUX**

Parole de chômeurs

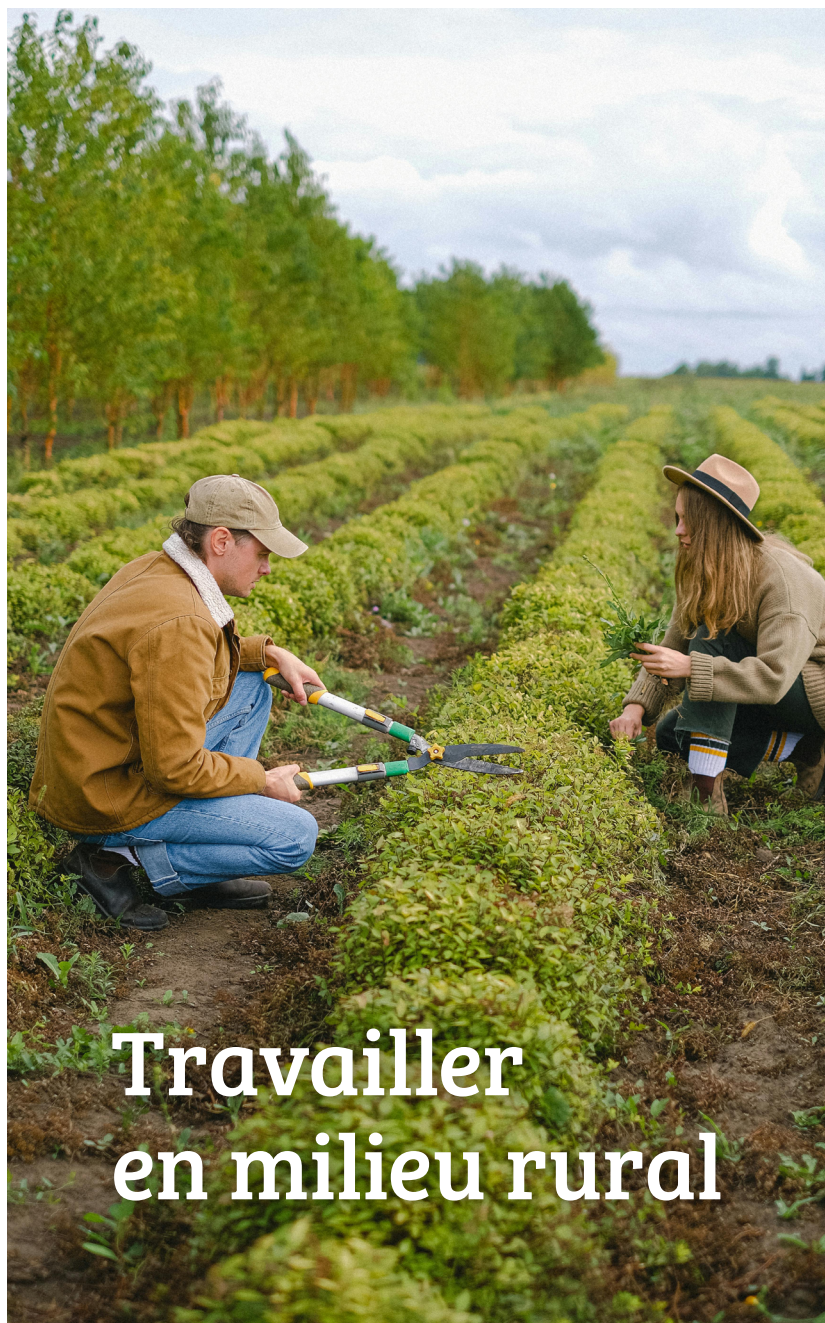
P.4

**ENTRE SALAIRES PLANCHERS,
JOBS INSTABLES ET
ÉPUISEMENT**

Partenaires

P.6

**LES FREINS AU
RECRUTEMENT
DE SALARIÉS AGRICOLES**



L'Edito

Toute approche globale de la ruralité se doit d'être prudente au vu de la diversité des terroirs, des histoires et des voies de communication. L'impact de la mondialisation a brouillé les notions de proximité, d'identité et de bien commun. La métropolisation a déséquilibré les flux d'échanges et de solidarité entre villes et campagnes. Ce qui concerne la ruralité est décidé bien ailleurs que dans le territoire concerné. Quant à la population agricole, elle porte trop souvent seule le poids de la performance et de la compétitivité pour nourrir les villes.

Mis au pied du mur, ces territoires ruraux, maltraités économiquement, réduits à la fonction de poumon vert, innovent pour faire face aux défis de la pauvreté, de la précarité et de l'exclusion. Sans masquer les difficultés, ce numéro met en valeur un potentiel de ressources. Vivre ensemble autrement devient possible et de nouvelles modalités de coopération émergent. Dans ces espaces peu investis par les acteurs économiques majeurs, souvent désertés par les services publics, fleurissent nombre d'initiatives assumant la sobriété des modes de vie et des projets tranchant avec les normes dominantes, et elles ne sont pas uniquement le fait de néo-ruraux aux pratiques alternatives.

**Arnaud Favart, Administrateur de
Solidarité Paysans en Auvergne -
Délégué à la Mission rurale de la
Conférence des évêques de France**

Point de vue d'expert

DES EMPLOIS NE PERMETTANT PAS DE VIVRE...

Selon le sociologue Clément Reversé¹, en milieu rural, le précarité s'est installée. Comment améliorer cette situation, source d'une pauvreté préoccupante ?

VLC - Pour les personnes concernées, le chômage en milieu rural est-il très différent du chômage en milieu urbain ?

Concernant les jeunes, le chômage des femmes peut y être deux fois supérieur à celui des hommes. Mais regardons aussi ce qui est sur les marges : le presque emploi, le sous-emploi et le précarité — des emplois ne permettant pas de vivre. Les territoires ruraux n'ont pas les plus forts taux de chômage, mais ces formes de sous-emplois s'y développent beaucoup.

Les jeunes ruraux avec un faible niveau de qualification sont plus souvent que les urbains en situation d'emploi et même de CDI, mais ils sont dans une situation de pauvreté plus intense, car leur emploi ne les protège pas de situations de précarité. La libéralisation, depuis une trentaine d'années, a gagné les campagnes et elle rend souvent vulnérables les populations aux qualifications plus faibles. De plus, les territoires ruraux ont largement perdu leurs emplois agricoles et industriels au fil des dernières décennies ; ils se sont « tertiariés », et les recrutements, qui se sont numérisés, se font de moins en moins par interconnaissance, ce qui joue en défaveur des plus vulnérables.

Cela ne vaut pas que pour les jeunes, mais ces derniers prennent davantage de plein fouet cette libéralisation, les adultes étant insérés sur le marché du travail.

Les seniors — nombreux en milieu rural — ou les femmes d'agriculteurs, dont le travail n'est pas toujours déclaré, et qui, devenues veuves, se retrouvent très démunies, sont eux aussi frappés par cette pauvreté marquée par du non-recours aux droits, par peur de la stigmatisation liée aux aides sociales.

« Le dernier bastion de l'insertion des exclus » que furent nos campagnes, selon certains auteurs, a disparu...

VLC - La période Covid a-t-elle favorisé le développement d'un télétravail en milieu rural ?

Pas pour les ouvriers ou les employés peu qualifiés, qui doivent toujours travailler en présentiel, ce qui revient cher car on ne travaille plus là où l'on vit et les mobilités sans voiture sont peu développées.

VLC - En matière de politiques publiques contre le chômage, y a-t-il des dispositifs spécifiques pour les territoires ruraux ?

Certaines expérimentations, comme celles des campus connectés ou d'autres inspirées du *work first*², se sont déployées dans ces territoires au niveau des communautés de communes, parfois des départements. Mais de façon générale, les politiques publiques sont pensées par les villes



Clément Reversé

© Clément Reversé

pour les villes. Or les territoires ruraux, c'est 70 % de l'espace géographique et environ un tiers de la population. On a ainsi tendance à mettre à la marge des territoires qui font face à des problématiques et des enjeux différents de ceux des villes, avec des leviers potentiellement différents.

VLC - Que penser de nos politiques publiques face à ces problématiques ?

Les élus parlent de « bricolage », avec peu ou pas de moyens et de gros problèmes de fonctionnement. Heureusement, la vie associative est très développée dans notre pays, et l'insertion des jeunes ou le retour vers l'emploi passent largement par ce secteur associatif. Mais les politiques publiques limitent aussi les moyens des acteurs associatifs, dont beaucoup disparaissent ou ne peuvent agir à hauteur des besoins. L'idée que les aides sociales coûtent un « pognon de dingue » (*dixit* E. Macron) va à l'encontre de l'investissement extrêmement nécessaire et fructueux dans ce travail social de proximité.

Les territoires ruraux se sentent souvent abandonnés par une partie de la classe politique. Il s'agit de changer cela... Et de trouver aussi une cohérence entre formation, emploi et territoire, pour limiter les départs des jeunes vers les métropoles.

Côté emploi d'ouvriers agricoles peu qualifiés, beaucoup de postes disparaissent ou vont disparaître face à la robotisation et à la qualification élevée que l'ingénierisation du travail agricole implique. Il faudrait anticiper ces changements...

Entretien réalisé par Marie-Eve Humery

1. Université de Toulouse 2-Jean Jaurès et CERTOP (Centre d'Etude et Recherche Travail Organisation Pouvoir).

2. Le *work first* (approche sélective) privilégie l'accès à l'emploi pour répondre aux différentes problématiques des jeunes, par opposition à l'approche du *learn first* (approche inclusive), qui repose sur leur formation, leur diplomation. Cf. les travaux de Tom Chevalier et de Cécile van de Velde.

Repères

CHÔMAGE ET EMPLOI DANS LES TERRITOIRES RURAUX

Il faut distinguer les villes et leurs zones périphériques – intermédiaires entre la ville et la campagne –, d'une part, et les territoires où l'habitat est dispersé, voire très dispersé, d'autre part. Selon la nouvelle définition, introduite par l'INSEE en 2020¹, la distinction entre les villes et périphéries et les différentes catégories de communes rurales repose essentiellement sur la densité de population.

Pour ce qui est du chômage, deux faits doivent être soulignés. Premièrement, le taux de chômage dans les territoires ruraux (y compris les bourgs) est inférieur à celui des villes et périphéries. En 2023, pour un taux de chômage moyen en France de 7,5 %, ce taux est de 5 % dans les territoires ruraux. Deuxièmement, alors que le taux de chômage des femmes est voisin de celui des hommes dans la France entière (voir VLC n° 126 de juillet 2023), dans les territoires ruraux, le taux de chômage des femmes est plus élevé de 2 % environ à celui des hommes. Ces deux faits s'expliquent par les particularités de la démographie et de l'économie des territoires ruraux.

Tout d'abord, il existe un très fort exode rural des jeunes qui quittent les territoires ruraux pour la ville, entre 18 et 20 ans, pour y faire des études supérieures ou y rechercher un travail. À partir de 25 ans, une petite partie d'entre eux regagnent les territoires ruraux, mais ils sont peu nombreux. Ainsi, le faible taux de chômage dans le rural s'explique par les départs vers la ville, souvent sans retour.

Pour ce qui est des emplois qui sont disponibles dans les zones rurales, il faut souligner leur faiblesse dans le secteur des services². En effet, dans les territoires à habitat rural dispersé et très dispersé, 28 % seulement des sociétés, entreprises et exploitations individuelles font partie des secteurs des services, pour 48 % dans les bourgs et 68 % dans les centres urbains.

Moins les territoires sont denses, plus les emplois se concentrent dans les secteurs traditionnellement masculins : l'agriculture, la construction et, dans une moindre mesure, la métallurgie. Dans ces territoires, beaucoup de femmes sont concentrées dans les secteurs médico-social et de la santé. Cette faible variété des emplois disponibles, pour les femmes, explique qu'elles soient plus souvent au chômage que les hommes³. C'est pourquoi aussi elles sont plus nombreuses à émigrer vers les villes que les jeunes hommes, créant ainsi un fort déséquilibre démographique et social dans ces territoires.

Répartition de la population française par type de commune en 2020	Part de la population française (en %)	Nombre de communes (total et en % du total)
Villes, y compris périphéries urbaines	68	4 193 (11)
Bourgs ruraux (≥ 300 hab./km ²)	15	5 106 (15)
Rural à habitat dispersé (50 à 299 hab./km ²)	15	18 402 (53)
Rural à habitat très dispersé (< 50 hab./km ²)	2	7 264 (21)
Total	100	34 965 (100)

Source : INSEE, Références, 2021, [La France et ses territoires](#)

De plus, l'éloignement des équipements et services publics, et une offre plus faible de transports en commun qu'en zone urbaine ou périurbaine, rendent les populations rurales particulièrement dépendantes à la voiture dans leurs déplacements quotidiens. 37 % des habitants des grands centres urbains se déplacent principalement en voiture, en fort contraste avec les 69 % d'habitants de bourgs ruraux et surtout avec les 79 % des habitants de communes rurales à habitat dispersé faisant de même. Autant d'obstacles à l'emploi pour les personnes qui demeurent dans les territoires ruraux...

Dominique Redor

le vrai du faux



Le télétravail et la crise du covid ont-ils eu un effet favorable sur les territoires ruraux ?

La crise du Covid a accéléré le recours au télétravail. Une étude de France Stratégie⁴ compare la démographie et l'emploi dans les territoires avant et après cette crise. Elle montre que les grandes métropoles, et en premier lieu Paris, ont perdu des habitants et des emplois. Ces mouvements se sont produits surtout au bénéfice des villes moyennes. Cependant, les zones rurales connaissent, elles aussi, une croissance de l'emploi supérieure à la moyenne nationale. Une évolution toutefois trop récente pour savoir s'il s'agit d'une nouvelle tendance de long terme.

D. R.

1. INSEE, Références, 2021, [La France et ses territoires](#), disponible sur [www.insee.fr](#)

2. Hoibian S., Brice Mansencal L., Forcadet E., 2023, [Un marché de l'emploi moins diversifié en zone rurale](#), Étude du CREDOC, disponible sur [www.credoc.fr](#)

3. Observatoire des territoires, 2021, [Dans les espaces ruraux, une offre d'emploi moins mixte et orientée vers le secteur à dominante masculine](#), disponible sur [www.observatoire-des-territoires.gouv.fr](#)

4. Bouvart C., Bouba-Olga O. (2023), « Exode urbain, une mise au vert timide », France Stratégie, Note d'analyse, n° 122, juin.

Parole de chômeurs

ENTRE SALAIRES PLANCHERS, JOBS INSTABLES ET ÉPUISEMENT

À écouter les témoignages d'Ingrid et de Rémy, travailler en ruralité est un véritable défi, que l'on cultive la terre à son compte ou que l'on tente de concilier emploi salarié et coûts d'habitat ou de mobilité, dans un contexte local de chômage élevé et de salaires au SMIC. Jobs précaires ou saisonniers et dépendance à la voiture sont le lot de beaucoup de nos concitoyens en quête d'emploi, même diplômés, compétents et déterminés.

VLC - Ingrid, depuis 12 ans, tu enchaînes les boulots saisonniers. Peux-tu nous raconter ton parcours ?

J'ai d'abord créé une entreprise de plantes aromatiques dans les Vosges, dans l'esprit d'une ferme pédagogique. Ça a été un parcours du combattant mais j'ai tenu 7 ans avant de devoir fermer mon entreprise en 2012 du fait des multiples obligations de mise aux normes. Après ça, impossible de trouver du travail dans ce coin-là, alors je suis partie en Alsace. J'ai eu un contrat aidé pendant deux ans comme guide de balade géologique. J'espérais pouvoir garder cet emploi mais le contrat a pris fin. J'ai enchaîné les petits boulots que je pouvais trouver pas très loin de chez moi, quitte à faire 14 km A/R, en vélo, pour 4h de travail. Pendant quelques mois, j'avais trois boulots : guide de balade, un autre emploi dans un musée et prof d'allemand. Je parle 4 langues donc c'est un atout pour travailler dans le tourisme ! Mais les horaires sont en décalé (samedi, dimanche et soirs). Donc pour le covoiturage, c'est mission impossible, et les horaires de bus ne correspondent pas.

VLC - Quelles sont les possibilités d'emploi plus stables autour de chez toi ? Les freins pour y accéder ?

Dans la vallée de la Doller, il n'y a que du travail dans l'industrie, la métallurgie ou la logistique, mais j'ai des problèmes de dos et je ne peux pas porter de charges lourdes. Je ne peux donc pas non plus être aide à domicile. Pour trouver autre chose, c'est forcément Mulhouse. Mais c'est une ville de travailleurs pauvres et avec beaucoup de chômage ; les employeurs n'ont pas besoin de payer plus que le smic pour embaucher. Comme j'habite à 30 km de Mulhouse (parce que sans CDI, je ne peux pas louer un appartement plus près), je dois dépenser 30 € de frais kilométriques pour travailler en ville. Ça veut dire qu'en étant payée au smic, mes déplacements me coûteraient la moitié de ma journée de travail ! Dans mon coin, les gens quittent les villes pour des logements sociaux plus abordables dans des villages reculés. Mais sans voiture c'est très compliqué de trouver du travail, il n'y a pas de bus et si on achète une voiture, une bonne partie du smic passe dans la voiture. Il y a de plus en plus une fracture : les chômeurs



La mini-caravane servant de logement à Ingrid pour ses CDD

pauvres à la campagne et les personnes qui arrivent à être payées plus que le smic à la ville !

«SI JE TROUVE UN CDI, JE LE PRENDS.»

Toutes ces raisons m'obligent à jongler entre des boulots saisonniers et quelques heures d'intérim, ici ou là. Mais c'est épuisant. C'est ma sixième année consécutive où je fais la saison estivale dans des campings. J'ai dû acheter une mini caravane – toujours pas amortie – pour être sur place. Là, je suis réceptionniste pour 6 mois à 170 km de chez moi. Cette année, c'est très dur. Depuis avril, avec la pluie, je ne peux rien faire des quatre heures de pause au milieu de ma journée. Je suis cloîtrée dans les 4 mètres carrés habitables de ma caravane. Je ne peux pas rentrer chez moi sur ma journée de repos, je suis loin de mes amis et de mon compagnon. J'ai 59 ans, je ne sais pas comment je vais tenir encore 5 ou 6 ans de plus comme ça. Le travail saisonnier c'est stressant et intensif. Si je trouve un CDI avec des horaires classiques, je le prends. Ça m'irait d'autant plus que mon compagnon a des problèmes de santé...

VLC - Que voudrais-tu ajouter ?

Qu'il ne suffit pas de traverser la rue pour trouver du travail ! On doit faire un effort colossal pour trouver du boulot à la campagne et avec seulement des perspectives de temps partiel, de contrats saisonniers, de boulots payés au smic. Cela génère beaucoup de déception, on se sent nul.



«LE MONDE RURAL EST PAUVRE EN ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES»

VLC - Rémy, quel a été ton parcours avant de travailler comme agriculteur ?

J'ai eu un parcours universitaire composé d'une licence de sociologie et de deux masters, dont l'un sur les vigneron·nes champenois en biodynamie. Chaque été, je faisais du woofing¹ dans une ferme. Puis j'ai fait un service civique dans un potager collectif à Nogent-Sur-Marne. Étant belge, je suis ensuite retourné à Bruxelles pour des études agricoles. Après avoir suivi des cours sur l'herboristerie et le maraîchage, j'ai décidé d'engager une formation plus qualifiante pour m'installer dans le maraîchage bio. Ma candidature a été retenue – nous étions une quinzaine de porteurs de projets à être sélectionnés sur une centaine de candidats. Je souhaitais m'installer en Belgique mais j'ai vite déchanté face au prix des terres agricoles. Je me suis alors posé la question du sens profond de mon existence et du métier que je souhaitais exercer.

VLC - As-tu été accompagné ou soutenu pour créer ton propre emploi ?

J'ai pris conscience que beaucoup de ceux qui avaient la même formation que moi se posaient les mêmes questions. Mais étant plus âgés que moi, ils étaient indemnisés par l'assurance chômage. Inscrit au Pôle emploi belge, je n'ai bénéficié d'aucun accompagnement ni d'aucune aide. J'ai alors

décidé de m'installer dans les Ardennes et de me lancer. Pour démarrer mon exploitation, j'ai passé le Brevet professionnel de Responsable d'exploitation agricole, financé par la Région IDF. Je me suis inscrit à Pôle emploi mais mon conseiller a considéré qu'il était inutile de m'accompagner puisque je réalisais mon propre projet. Mes premières récoltes sont arrivées à l'été 2023 et j'ai alors commencé à faire les marchés. Mais n'ayant pour ainsi dire aucune ressource en raison du décalage du versement des aides et du RSA auquel je pouvais prétendre, il m'a fallu rechercher un travail à mi-temps pour subvenir à mes besoins et à ceux de mon exploitation. Au bout de quelques mois, ne pouvant tout mener de front, j'ai dû démissionner.

VLC - Quels enseignements peut-on tirer de ton expérience ?

Il m'a fallu rechercher un travail à temps partiel pour m'en sortir et ce fut laborieux. Le monde rural est pauvre en activités économiques. Par ailleurs, on ne peut solliciter les aides de la PAC² auprès de la chambre d'agriculture (30 000 €) que quand on peut prouver que son projet est rentable, c'est-à-dire qu'on dégage un smic, ce qui est loin d'être mon cas. Quant au RSA, c'est un formidable tremplin qui m'a permis de payer mes factures d'électricité et de vivre modestement.

Entretiens par Sophie Rigard (Secours Catholique)
et Marie-Eve Humery/Paul Israël (VLC)

1. Le woofing est un système d'échange : des fermiers en bio offrent nourriture et hébergement à des personnes contribuant à leurs activités, souvent à mi-temps.

2. Politique agricole commune de l'UE

L'éclairage de

Le Secours Catholique et huit associations partenaires ont publié en avril 2024 un rapport sur la mobilité en milieu rural³.

Les personnes en recherche d'emploi subissent un cercle vicieux : elles ont besoin d'une voiture pour trouver un emploi mais doivent avoir un emploi pour être éligible au micro-crédit leur permettant de l'acquérir.

Par ailleurs, la raréfaction des services de proximité accroît les distances à parcourir et contraint les ruraux à faire de leur mobilité leur premier poste de dépenses (Insee, 2017), et leurs frais de carburant sont deux fois plus élevés que ceux des citadins. Pour les personnes sans emploi ou précaires, une forme d'assignation à résidence peut en découler.

3. [Territoires ruraux : En panne de mobilité.](#)

Place des partenaires

LES FREINS AU RECRUTEMENT DE SALARIÉS AGRICOLES

Dominique Boucherel, Vice-président de la CFTC-AGRI et Secrétaire général de l'ANEFA (Agence Nationale paritaire pour l'Emploi et la Formation en Agriculture) évoque la question de l'emploi en milieu agricole. Son point de vue est celui des salariés agricoles.

Notons d'abord la différence de situation entre les agriculteurs et les salariés agricoles qui représentent les deux-tiers du monde agricole. On compte 360 000 exploitants agricoles et plus d'un million de salariés. Entre les productions céréalière et fruitière, le maraîchage et la viticulture, sans oublier l'élevage, il y a une très grande variété d'emplois et donc de main d'œuvre. À côté des salariés « à plein temps », on compte une grande majorité de saisonniers avec des contrats allant de deux à trois semaines à plusieurs mois. Lorsque le temps des récoltes est venu, il est nécessaire d'embaucher sans attendre, et aujourd'hui, il faut faire appel à une main d'œuvre étrangère.

Nous constatons plusieurs freins à l'acceptation d'un emploi agricole. Les questions de mobilité sont centrales, liées à la fois au manque de transports en commun et de logements disponibles et décents, tout comme celles des salaires – trop proches du Smic, sans grande perspective d'évolution – et enfin une image dévalorisée de ces métiers. Pourtant, le travail proposé peut être très varié et stimulant, car il exige des compétences particulières et une forte capacité d'intégration et d'adaptabilité. D'où la nécessité d'accompagner tant les producteurs agricoles que les salariés potentiels.

On peut apprécier de travailler en milieu extérieur, avec ses avantages et ses inconvénients ; le temps de travail peut être



© Dominique Boucherel

Dominique Boucherel

modulé plus facilement que dans d'autres secteurs d'activité ; on y apprend aussi l'autonomie, élément que les entreprises extérieures apprécient.

L'agriculture d'aujourd'hui demande plus de moyens en matériel mais il faut toujours des hommes : avec le tracteur et son électronique embarquée, il faut aussi du fioul et une personne pour le conduire et l'entretenir. Les compétences sont plurielles, ce qui attire un certain nombre de nouveaux agriculteurs. Et il y a une réelle fierté à satisfaire ce besoin fondamental, celui de nourrir la population.

Reste que cette agriculture, pourvoyeuse d'emplois, a besoin de consommateurs, et particulièrement de ceux qui privilégient les circuits courts et la consommation locale ; c'est là une façon de lui permettre de se développer et d'embaucher sur le territoire.

Dominique Boucherel

Agenda

Visemploi vous invite à ses 20 ans !

Six intervenants échangeront lors de tables rondes autour du thème « quel accompagnement pour les chercheurs d'emploi demain ? » ; s'en suivra un cocktail déjeunatoire. Le jeudi 17 octobre 2024, de 9h30 à 14h, à la salle des fêtes de la Mairie du 12^{ème} arrondissement de Paris (130 avenue Daumesnil, M° Dugommier ou Mongallet). [Formulaire d'inscription](#) ou contact@mercurelocal.fr ou 01.42.60.69.48

Actualité du chômage

Selon l'INSEE, après plusieurs trimestres de remontée, le taux de chômage a baissé de 0,2 % en France au deuxième trimestre 2024, passant de 7,5 % à 7,3 % de la population active.

En valeur absolue, cela équivaut à 2,3 millions de chômeurs. Par rapport au premier trimestre, le taux de chômage des jeunes (15-24 ans) diminue de 0,4 % mais il augmente

de 0,8 % sur un an pour cette classe d'âge, à 17,7 %.

Le halo autour du chômage augmente sur le trimestre (+ 39 000 personnes) mais diminue sur un an (-25 000), avec 1,9 million de personnes qui souhaitent un emploi mais ne sont pas considérées au chômage parce qu'elles ne recherchent pas d'emploi ou ne sont pas disponibles.

Un point de vue, une voix

JÉSUS, UN HOMME DE LA TERRE, UN HOMME DE PRIÈRE

Jésus n'était pas un citoyen. Né dans une grotte étable, au milieu des animaux où il fut placé par Marie dans une mangeoire, ayant grandi dans un village déconsidéré, le Christ vécut son ministère public en parcourant des chemins de terre pour finalement accomplir la divine volonté dans la cité de Jérusalem qui, après l'avoir adulé, lui infligera humiliations et sévices avant de le crucifier. Le village le fit croître – mais voulut aussi le mettre à mort – ; la grande ville le tua.

Autre temps, autres mœurs ? Aujourd'hui, comment ceux qui grandissent et travaillent dans nos campagnes sont-ils perçus par les deux tiers de nos concitoyens qui sont des citoyens ? Comme des cul-terreux, des incultes, des « gens simples » ? Ni vous ni moi ne saurions avoir de telles représentations dévalorisantes, bien sûr ! Et pourtant...

Alors que penser de celles ou ceux qui non seulement vivent en milieu rural, mais qui en plus, ne travaillent pas, ou « pas comme les autres » ? Comme s'il était si facile de travailler et d'en vivre, quand on vit dans la France des coqs qui chantent et des cloches qui sonnent...

Les associations accompagnant les chercheurs d'emploi sont-elles bien implantées sur ces territoires ruraux ? Ont-elles les moyens de leurs missions ? Assez peu, trop peu.

Alors quand on cherche un job stable et rémunérateur, on part à la ville. Et on revient rarement « en arrière ». Car l'homme post-industriel aime le confort matériel, la vitesse, la consommation et ses ivresses.

Bien sûr, en milieu rural, tout le monde n'est pas agriculteur ou ouvrier agricole, loin s'en faut. Nos paysans se raréfient même. Là où il y avait autrefois douze personnes travaillant dans la ferme où je vis, il n'y a plus aujourd'hui qu'un homme (et moi)



© Marie-Eve Humery

Marie-Eve Humery

tentant de redonner vie à des terres blessées par une agriculture conventionnelle qui a formaté des générations d'« exploitants ». Cela s'est appelé le progrès, et il a de bons côtés !

Comment nos âmes peuvent-elles de nouveau aspirer à la joie profonde d'une vie goûtant à la pluie et au vent, au soleil caressant, aux vols des hirondelles et aux blés ondulants ?

Prions pour que le grain ne meurt, ce grain de sénévé qu'est la Foi, et qu'en chacun et chacune de nous, par la voie du cœur, la paysanne et le technocrate, le sans-emploi et la surbookée soient réconciliés. Prions !

Marie-Eve Humery,
accompagnatrice "corps-âme-Esprit"

La boîte à outils

- ➔ Coquard B., *Ceux qui restent. Faire sa vie dans les campagnes en déclin*, La Découverte, 2019.
- ➔ [Territoires ruraux : En panne de mobilité](#), Secours Catholique/collectif associatif, avril 2024.
- ➔ Depraz S., « Chapitre 5. L'hyper-ruralité, marge paradoxale en recomposition », *La France des marges. Géographie des espaces « autres »*, Depraz S. (dir.), Armand Colin, 2017, p. 135-163.
- ➔ Desmares-Poirrier C., *L'exode urbain : Manifeste pour une ruralité positive*, Terre vivante, 2020.
- ➔ Landron O. & Paul Salaün P. (dir.), *Les territoires ruraux en France. Fracture territoriale ou nouvelles dynamiques ?* Association Population & Avenir, Populations et territoires, 2023.
- ➔ Roche A. & Reversé C. (dir.), « Les ruralités face aux discriminations », *Cahiers de la LCD*, 2020/3, n° 14.



La vie associative

RENAISSANCE RURALE : DES ALTERNATIVES VIVABLES

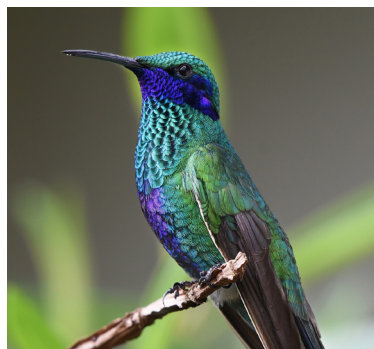
Dans les méandres de la France rurale, au-delà de simples réponses aux crises écologiques et sociales, une révolution discrète mais déterminée prend forme, véritable changement de paradigme.

DES ORGANISATIONS POUR UNE AGRICULTURE SOCIALE ET ÉCOLOGIQUE

Au cœur de la ruralité, Terre de liens donne accès à des terres pour s'installer en tant que paysan, tandis qu'une centaine d'« oasis » a fleuri dans nos terroirs, issues du mouvement Colibris inspiré par Pierre Rabhi. Ces projets incarnent l'avant-garde d'un rapport alternatif à la terre et entre les personnes. En privilégiant l'agriculture biologique et la permaculture, ces associations ne préservent pas seulement l'environnement : elles réinventent la relation à la terre, la façon de la travailler, et développent l'entraide entre paysans et citoyens (bénévoles, membres...). Ces initiatives constituent des solutions concrètes pour les personnes souhaitant créer leur propre ferme ou leur vie au vert, et donc leur propre emploi, mais qui peuvent aussi devenir employeurs. Côté organisations syndicales, la Confédération paysanne milite pour une agriculture à taille humaine et fondée sur le modèle agro-écologique. Elle vise à « intégrer pleinement les dimensions sociales, agronomiques et environnementales dans la production agricole », cherchant à incarner une « alternative réaliste à un modèle d'agriculture industrielle qui élimine trop de paysans et de structures agricoles diversifiées ».

DES TERREAUX D'INNOVATIONS SOCIALES ET ÉCOLOGIQUES

Larzac, Ardèche, Drôme ou Dordogne... ces régions se distinguent par leur engagement en faveur d'une vision alternative de la ruralité. Marquées par des luttes emblématiques, elles sont devenues des laboratoires vivants où s'expérimentent de nouvelles formes de vie associative et communautaire. Elles



Le colibri fait sa part !

illustrent comment la mobilisation collective peut engendrer des changements significatifs, posant les bases d'une société plus juste et durable et d'un rapport à l'emploi en mutation, moins formalisé, plus souple, empreint de davantage de sens et de valeurs humanistes. Le monde des films *Demain et Après-demain*¹, mais aussi celui d'aujourd'hui...

Lionel Vuittenez et Marie-Ève Humery, Membres du 7^{ème} Lieu

1. Films documentaires à grand succès, explorant les solutions déjà mises en œuvre pour faire face aux crises écologiques, économiques et sociales.

Edition

VLC est édité par le Comité Chrétien de Solidarité avec les Chômeurs, association loi 1901 membre du réseau Caritas, 106 rue du Bac, 75007 Paris.

Rédaction

Directeur de publication : Paul Israël. **Rédactrice en chef :** Marie-Ève Humery. **Comité de rédaction :** Josée Dhers, Jacques Fertil, Dominique Fontaine, Fiston Massamba, Jean-Michel Pery, Dominique Redor, Bruno Thomasset, Paul de Viguerie, Lionel Vuittenez.

Impression

ANAI ESAT, 125-131 av. Louis Roche, 92230 Gennevilliers

Merci à tous les contributeurs de cette édition

Dominique Boucherel, Arnaud Favart, Marie-Ève Humery, Paul Israël, Rémy Lété, Gérard Marle, Dominique Redor, Clément Reversé, Sophie Rigard, Secours Catholique, Ingrid Van Tiel, Lionel Vuittenez.



Participez à Vaincre le chômage

Le Comité Chrétien de Solidarité avec les Chômeurs est une association membre de Caritas qui vise à maintenir l'attention de l'opinion publique et des communautés chrétiennes sur les conséquences du chômage. En sensibilisant et luttant contre l'indifférence à travers la parole des personnes qui vivent le chômage, le CCSC invite chacun à agir pour qu'elles puissent retrouver une citoyenneté.

Participez à la lutte contre le chômage à votre niveau et soutenez l'action du CCSC en envoyant vos dons à :

CCSC Vaincre le chômage - 106 rue du Bac - 75007 PARIS

IBAN : FR21 2004 1010 1235 2671 1X03 303

<https://ccscfrance.com>

☐ Madame

☐ Monsieur

Votre nom

Votre prénom

Adresse

E-Mail

Téléphone

☐ Abonnement

☐ Don

☐ Adhésion à l'association : 35 €

